

[monde-diplomatique.fr](https://monde-diplomatique.fr)

# Le grand enfermement était-il nécessaire ?

Théo Boulakia, Nicolas Mariot

7–9 minutes

---

Au printemps 2020, le premier confinement sanitaire fait partie des très rares sujets sur lesquels tout le monde exprime une opinion, souvent assez tranchée. Et qui s'appuie sur un horizon et des exemples limités : la gestion « totalitaire » chinoise, le « laxisme » suédois, les décisions erratiques de MM. Donald Trump aux États-Unis ou Jair Bolsonaro au Brésil. Au milieu, un flou marécageux dans lequel se dessinerait quelque chose comme un modèle mondial de gestion de la pandémie mélangeant avec plus ou moins de dureté une fermeture des frontières, des écoles, des commerces et des lieux de travail « non essentiels », une interdiction des rassemblements et des événements publics, et enfin une assignation à résidence avec contrôle policier.

Cinq ans plus tard, l'image a gagné en netteté. Face à une même situation de grande incertitude (« *Nous devons prendre 100 % des décisions avec 50 % du savoir* », disait à l'époque le premier ministre néerlandais), les gouvernements ont opté pour des politiques parfois très différentes. Ce constat soulève une question à la fois simple et essentielle : le choix d'un enfermement strict était-il inévitable ?

Autrement dit, la dureté des mesures prises a-t-elle conduit à empêcher la progression mortelle du Covid-19, ou d'autres solutions, moins

restrictives sur le plan des libertés publiques, ont-elles abouti à de meilleurs résultats ? Y répondre n'a pas pour objet de « refaire le match », mais d'inviter à réfléchir à ce que l'on fait quand on suspend l'État de droit, fût-ce au nom de politiques de protection sanitaire.

Quelques semaines après le début de la pandémie, de nombreuses équipes de chercheurs ont commencé à archiver et classer les politiques sanitaires, pour les publier sous forme de bases de données librement accessibles ([1](#)). Mais il faut, pour les analyser, lever un malentendu sur le terme même de « confinement » — en anglais, *lockdown*. Utilisé dans de nombreuses recherches, il désigne pêle-mêle la fermeture des écoles, celle des frontières, l'interdiction des rassemblements et l'assignation à domicile. Dans ces conditions, on serait bien en peine de trouver un pays non confiné au printemps 2020, la plupart ayant adopté au moins l'une de ces dispositions.

Dans un sens plus restrictif, le confinement se rapporte à l'assignation à domicile (*stay-at-home order*), c'est-à-dire l'interdiction de sortir de chez soi sauf exception et la vérification par les forces de l'ordre du bien-fondé des sorties : une situation « à la française », où toute personne désirant sortir doit alors se munir d'une attestation de déplacement dérogatoire précisant l'identité du porteur, son adresse, la date, l'heure et le motif, incluant la possibilité de faire de l'exercice physique une fois par jour. En Europe, une minorité de pays — dont la France, l'Italie et la Grèce — en font l'expérience. D'autres, comme l'Espagne ou la Serbie, n'imposent pas d'attestation mais refusent les promenades. La plupart des États du nord de l'Europe (Danemark, Norvège, Pays-Bas, Suède, Islande) et la majorité des Länder allemands ne réglementent pas les sorties, tout en interdisant les rassemblements — sans toutefois que la police puisse demander aux habitants ce qu'ils font dehors. Enfin, si les autorités du Royaume-Uni ou de la Belgique n'imposent aucune limite aux

promenades, ils exigent leur justification : les sorties sont libres de facto.

La mise en œuvre s'écarte parfois des règles : certains États ayant pris des mesures strictes, comme l'Ukraine, ne répriment guère les infractions. En Europe, l'Espagne (1 million d'amendes, à 601 euros pour la première infraction) (2), la France (1,1 million) et l'Italie (420 000) occupent le podium de la répression. Si l'on rapporte les amendes au nombre d'habitants, le risque de verbalisation au printemps 2020 était cinquante-six fois moins élevé au Royaume-Uni qu'en France, où toute personne présente dans l'espace public apparaissait comme un contrevenant potentiel.

Les données de géolocalisation des smartphones agrégées et publiées par Google pendant la pandémie offrent une bonne image du niveau de rigueur des enfermements dans chaque pays. Leur analyse montre par exemple l'évolution de la fréquentation des magasins « essentiels » et « non essentiels », des espaces verts ainsi que du temps moyen passé au domicile par rapport à une période de référence en janvier-février 2020. Du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> juin 2020, trois groupes de pays européens se différencient. En Italie, en Espagne et en France, la fréquentation des espaces verts baisse de 25 à 50 % par rapport au cœur de l'hiver. Au Royaume-Uni, elle reste stationnaire. En Allemagne, aux Pays-Bas, en Lituanie, en Norvège, en Finlande, en Suède ou au Danemark, elle augmente de 35 à 80 %, comme lors d'un printemps normal. Ainsi, tandis que Français, Italiens et Espagnols demeurent rigoureusement claustrés, une partie significative des populations européennes se promènent librement. Pour autant, la propagation du virus et la mortalité ont-elles été plus élevées en leur sein ?

### **Inutiles assignations à domicile**

De nombreux travaux scientifiques montrent que les confinements ont significativement contribué à atténuer le choc de la pandémie (3). Mais ils mélangent sous la même appellation de *lockdown* l'ensemble des mesures d'évitement des contacts (fermeture des écoles, des restaurants, des universités, des magasins « non essentiels », limitation des rassemblements et ordre de rester chez soi). Fort heureusement, des études ont solidement évalué l'effet de chacune d'entre elles (4). Elles concluent à l'inutilité des assignations à domicile : la fermeture des lieux d'enseignement et de travail ainsi que la limitation des rassemblements expliquent l'essentiel de la baisse observée des décès et des contaminations.

Pour s'assurer que tous les pays les plus « libres » n'ont pas payé leur insouciance au prix fort, on peut croiser l'excès de mortalité, c'est-à-dire l'écart entre mortalité attendue en l'absence d'épidémie (celle des années 2015-2019) et celle observée au printemps 2020, avec un indicateur de sévérité de l'enfermement (voir « [Où passer le prochain ?](#) »). Au Danemark, en Lettonie, au Japon comme à Taïwan, la mortalité a baissé en 2020, malgré l'absence d'assignation à domicile générale. En Allemagne, Finlande, Corée du Sud, Islande et Slovaquie, elle n'a pas augmenté. Par définition, l'excès de mortalité ne mesure pas simplement les décès du Covid. Il peut aussi découler des politiques mises en place pour le contenir. Les cas de l'Espagne ou du Pérou, qui combinent claustration draconienne et hécatombe, interrogent : combien de personnes sont mortes du confinement ? Parmi les réponses, un facteur a souvent été négligé : la prise en charge dégradée dans les maisons de retraite et l'absence de mesures de protection des personnes âgées, premières victimes de la pandémie (l'âge médian des personnes décédées du Covid-19 dépasse 80 ans). En France et en Espagne, les résidents d'établissements pour personnes âgées

représentent la moitié des décès durant la première vague. Prévenir ces morts demandait des politiques autres que le déploiement de la police dans l'espace public.

Où passer la prochaine pandémie ? Privilégiez le Danemark ou le Japon ; écartez le Pérou ou l'Espagne ; ne restez pas en France. Et évitez les maisons de retraite.